

AR PREFECTURE

030-213000284-20170701-052_2017-DE
Regu le 10/07/2017



RAPPORT 2016 CONTRAT DE VILLE DU GARD RHODANIEN

Les contributions et délibérations des conseils municipaux, des conseils citoyens et, le cas échéant, de toute autre partie signataire du contrat de ville **sont annexées au projet de rapport sous la forme d'un avis.**

Le conseil citoyen de Bagnols-sur-Cèze réuni en assemblée le 31/05/2017 a rendu l'avis figurant en annexe 2 du présent document.

Le conseil citoyen de Pont-Saint-Espirit réuni en assemblée le 26/05/2017 a rendu l'avis figurant en annexe 3 du présent document.

Le conseil municipal de Bagnols-sur-Cèze du 01/07/2017 a formulé l'avis figurant en annexe 4 du présent document.

Le conseil municipal de Pont-Saint-Espirit du 08/06/2017 a formulé l'avis figurant en annexe 5 du présent document.

L'assemblée délibérante du Gard Rhodanien approuve le projet de rapport et indique les suites qui peuvent être réservées aux observations formulées par les conseils citoyens, par les conseils municipaux et, le cas échéant, par les autres parties signataires du contrat.

Rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville

Contrat de ville du Gard rhodanien / année 2016

Vu la loi n°2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine.

Vu le Décret n° 2015-1118 du 3 septembre 2015 relatif au rapport sur la mise en œuvre de la politique de la ville prévu aux articles L. 1111-2 et L. 1811-2 du code général des collectivités territoriales

SOMMAIRE :

1 - Rappel des principales orientations du contrat de ville et inscription dans le cadre du projet de territoire.

2 - Présentation de l'évolution de la situation dans les quartiers prioritaires concernés au regard des objectifs de la politique de la ville énoncés à l'article 1er de la loi du 21 février 2014 et des objectifs particuliers énoncés par le contrat de ville.

3- Actions menées au bénéfice des habitants des quartiers prioritaires au titre de l'année 2016 par l'établissement public de coopération intercommunale et par les communes, au titre de leurs compétences respectives.

4 - Perspectives d'évolution au regard des résultats obtenus et des moyens mobilisés, ainsi que les améliorations qui paraissent nécessaires à la poursuite des objectifs du contrat de ville, y compris au titre du renforcement des actions de droit commun, à

la coordination des acteurs et des politiques publiques, à la participation des habitants ou à l'évaluation des actions ou programmes d'intervention.

5 - Présentation de l'articulation entre les piliers social, économique et urbain du contrat de ville et, s'il y a lieu, avec les opérations d'aménagement au titre du programme national de renouvellement urbain.

6 - Actions menées en matière de développement social urbain financées par la dotation de solidarité urbaine (DSU)

1 - RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS DU CONTRAT DE VILLE ET INSCRIPTION DANS LE CADRE DU PROJET DE TERRITOIRE.

Les orientations et les objectifs opérationnels du contrat de ville du Gard Rhodanien visent à réduire les inégalités territoriales entre les habitants des quartiers prioritaires et ceux des autres territoires de la communauté d'agglomération. Les orientations s'inscrivent dans le cadre des priorités nationales définies par la loi de programmation du 21 février 2014 pour la ville et la cohésion urbaine. Afin de lui conférer un caractère stratégique et d'identifier les ressources à l'échelle intercommunale, susceptibles de répondre aux problématiques des quartiers politique de la ville, la même loi prévoit que le contrat de ville est adossé au projet de territoire.

C'est selon ce cadre que les orientations se définissent au travers :

- de 3 piliers :

- La cohésion sociale
- Le cadre de vie et le renouvellement urbain
- Le développement de l'activité économique et de l'emploi.

- complétées par 4 axes transversaux :

- La jeunesse.
- La lutte contre les discriminations.
- L'égalité entre les femmes et les hommes.
- Les valeurs de la république et la citoyenneté.

Afin d'en permettre une mise en œuvre partagée au regard des enjeux, les piliers ont été thématiques et ont fait l'objet d'une déclinaison opérationnelle menée en 2016 au travers de plusieurs groupes de travail réunissant les partenaires du territoire par thématique ainsi définie.

I. Le pilier cohésion sociale a été décliné selon les 4 thématiques suivantes :

- a. Education, culture et sport,
- b. Prévention de la délinquance et accès aux droits
- c. Citoyenneté et lutte contre les discriminations (groupe de travail à mener en 2017)
- d. Santé.

II. Le pilier cadre de vie et renouvellement urbain a été décliné au travers de plusieurs groupes de travail :

- a. Mise en place de la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité qui permet de traiter la question du cadre de vie de façon transversale et inclusive.
- b. Poursuite du travail entamé dans le cadre des opérations de renouvellement urbain (Opah/AMI Centres Bourgs et Anru).

III. Le pilier emploi développement économique lui est structuré en 3 orientations stratégiques :

- a. Favoriser l'accès à l'emploi des publics fragilisés,
- b. Agir pour améliorer l'adéquation entre besoins des entreprises et les compétences,
- c. Soutenir la dynamique économique des entreprises du territoire (notamment en lien avec l'Economie Sociale et Solidaire).

L'année 2016 a permis de renforcer le caractère opérationnel du contrat de ville par la tenue de groupes de travail associant les partenaires du contrat de ville et interlocuteurs du territoire.

Ce travail a permis d'élaborer de façon partagée des objectifs prioritaires et d'envisager les premières actions à mettre en œuvre notamment avec les partenaires locaux recensés.

L'élaboration des fiches actions du contrat de ville s'est réalisée de façon partagée selon la méthode et le calendrier rappelés ci-dessous :

Le calendrier ci-dessous revient également sur les temps forts des dispositifs associés au contrat de ville (appel à projet 2016, convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, Plan de Lutte et de Prévention Contre la Radicalisation, ...).

Pour l'ensemble des réunions mentionnées ci-dessous des présentations et des comptes rendus sont disponible auprès du service politique de la ville à la Communauté d'Agglomération du Gard Rhodanien.

CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT DE VILLE EN 2016 :

- **6 janvier 2016** : Comité de suivi technique relatif à **l'organisation de l'appel à projet 2016**.
- **11 février 2016** : Comité technique de validation partenariale suite à la **phase de rédaction** de l'appel à projet.
- **16 février 2016** : **Réunion publique** de lancement de l'appel à projet en présence de 64 partenaires du territoire.
- **16 mars 2016** : réunion de **coordination** avec les bailleurs sociaux et partenaires du contrat de ville autour des **conventions d'abattement TFPB**.
- **26 mai 2016** : **comité de pilotage du contrat de ville**. Présentation de la méthode de l'appel à projets 2016 et du bilan 2015, des orientations et des enjeux de la programmation 2016. Puis **comité de pilotage Approche Territoriale Intégrée FEDER 2016** afin de valider la procédure (règlement intérieur et grille d'analyse des critères de pré sélection) et de procéder à la validation de la programmation annuelle des projets envisagés.

- **9 juin 2016 : lancement de la démarche de rédaction de la convention de Gestion Urbaine (et Sociale) de Proximité G.U.S.P.** Dans le cadre du contrat de ville et des conventions d'abattement de Taxe Foncière Propriété Batie et conformément aux demandes du Préfet adressées par courrier le 28 janvier à l'ensemble du département, la communauté d'agglomération en lien avec les bailleurs (Habitat du Gard, Grand Delta Habitat et un Toit pour Tous) et les services concernés de l'Etat et des collectivités se sont coordonnés afin d'élaborer un calendrier et une méthode de suivi des conventions d'abattement TFPB dans le cadre global des conventions GUSP. L'association des habitants s'est concrétisée au travers des conseils citoyens.
- **30 juin 2016 : lancement des commissions thématiques du contrat de ville concourant à la mise en place de la déclinaison opérationnelle par pilier du Contrat de Ville.**
- **21 juillet 2016 : comité de pilotage de validation de la déclinaison opérationnelle** du contrat de ville.
- **9 septembre 2016 : groupe de travail emploi et développement économique** en lien avec la réunion du Service public de l'Emploi de Proximité qui s'est tenu le 27 septembre 2016.
- **13 septembre 2016 : groupe de travail éducation, sport, culture.**
- **15 septembre à 14h00 : diagnostic en marchant des Escanoux-Coronelle-Citadelle-Vigan-Braquet à Bagnols-sur-Cèze.** Diagnostic mené dans le cadre de la convention GUSP en lien avec les bailleurs, les services (technique, clspd,...) des collectivités, la DDTM, le sitdom, les conseils citoyens...
- **16 septembre à 14h30 : diagnostic en marchant du centre-ville à Pont-Saint-Esprit** départ à la Maison des Patrimoines. Diagnostic mené dans le cadre de la convention GUSP en lien avec les bailleurs, les services (technique, clspd,...) des collectivités, la DDTM, le sitdom, les conseils citoyens...
- **28 septembre 2016 : groupe de travail santé du contrat de ville.**
- **5 octobre 2016 : rencontre départementale des Conseils Citoyens.** Autour des CC du département les CC de Pont-Saint-Esprit et de Bagnols-sur-Cèze participent à cette rencontre initiée par le 1^{er} ministre et déclinée localement afin de recenser les points d'amélioration suggérés par les CC.
- **7 octobre 2016 : réunion plénière de la GUSP (groupe de travail habitat et cadre de vie)** qui a permis de rendre compte des travaux des conseils citoyens et d'aborder les premières fiches actions à la lumière des diagnostics en marchant.
- **7 novembre 2016 : groupe de travail emploi et développement économique.** Ce temps a permis la validation des fiches actions proposées, d'aborder l'appel à projets et son calendrier associé. D'aborder les capacités de

répondre à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) de la région pour la création d'une école du numérique (formation d'apprentissage du code informatique à destination des demandeurs d'emploi).

- **7 novembre 2016 : groupe de travail prévention de la délinquance** avec les Conseils Locaux de Sécurité et de Prévention de la Délinquance des communes. Travail autour du plan de lutte contre la radicalisation conformément à la commande préfectorale. Présence des membres du groupe de travail et de M. Ayrour chargé de mission lutte contre la radicalisation auprès du cabinet du Préfet.
- **29 novembre 2016 : comité de pilotage du contrat de ville** afin de valider les fiches actions et les documents annexes au contrat de ville (Convention GUPS, Plan de Prévention contre la Radicalisation).
- **7 décembre 2016 : bilan du groupe projet** et restitution de la phase 1 de l'étude portant sur le projet de création d'une régie de territoire.

2 - PRÉSENTATION DE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION DANS LES QUARTIERS PRIORITAIRES

;

Les territoires prioritaires du Gard Rhodanien sont constitués de 2 quartiers :

- Les Escanaux-Coronelle-Citadelle-Vigan Braquet à Bagnols-sur-Cèze représentant 3 800 habitants. Le revenu médian y est de 7 300 €.
- Le centre ancien à Pont-Saint-Espirit représentant 1 510 habitants. Le revenu médian y est de 9 600 €

A mars 2017 les données INSEE et CAF disponibles permettent de proposer l'analyse suivante.

Les quartiers politique de la ville du Gard Rhodanien bien différents présentent pourtant certaines caractéristiques similaires :

- En effet, outre **un revenu médian faible** les quartiers prioritaires de Bagnols-sur-Cèze et de Pont-Saint-Espirit comptent **30 % de familles monoparentales, un taux d'activité faible** notamment chez les femmes, une population jeune surreprésentée (**40% ont moins de 30 ans**), une **population peu qualifiée** et fortement touchée par le chômage.

L'année 2016 a été la deuxième année de mise en œuvre du nouveau contrat de ville, de déclinaison opérationnelle des thématiques du contrat de ville. En ce sens des fiches actions ont été produites de façon collégiale et en incluant une phase de concertation notamment auprès des habitants et des partenaires. Ce travail a également tenu compte des caractéristiques propres à chaque quartier prioritaire.

- Plus spécifiquement **le quartier de Pont-Saint-Espirit** se distingue par l'existence d'un **parc privé potentiellement indigne important** (9% des

résidences principales). Une **vacance importante** qui touche également quelques locaux commerciaux. Une OPAH de renouvellement urbain est animée par le bureau d'études Urbanis est en cours sur ce quartier ainsi que le secteur sauvegardé et les actions liées à l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI dit de centre Bourg).

- **Le quartier de Bagnols-sur-Cèze** est marqué par la **prééminence du logement social** (plus de 90% de l'offre). L'étude sociale du quartier fait apparaître des caractéristiques sociales plus aggravées que sur les autres QPV du département. Le quartier a été retenu pour bénéficier d'une opération d'intérêt régional au titre de la rénovation urbaine.

C'est dans ce cadre que les partenaires et les habitants ont élaboré une convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, afin de recenser les éléments et les actions relevant de l'amélioration du cadre de vie. Cette convention en cours de mise en place doit permettre d'apporter des solutions concrètes en concertation avec les bailleurs, les services des collectivités et les habitants des quartiers prioritaires.

- Au 30 juin 2016 le **quartier prioritaire de Bagnols-sur-Cèze comptait 653 demandeurs d'emploi** (catégories A à E) et **celui de Pont-Saint-Esprit en comptait 285** (catégories A à E).

Au regard de ces données l'accent a été mis sur un développement des actions en faveur de l'insertion liée à l'emploi et au développement économique notamment en **fléchant 20% des subventions** du contrat de ville accordées par la DDCS sur les actions relevant de cette thématique.

3 - ACTIONS MENÉES EN 2016 :

Le contrat de ville a fait l'objet d'une phase de concertation et d'élaboration partagée avec les services déconcentrés de l'Etat et les services des collectivités locales. Sa mise en œuvre s'opère notamment dans le cadre de l'appel à projet.

L'appel à projet mené en 2016 a permis de collecter auprès de **35 porteurs (contre 28 en 2015), 69 projets (contre 53 en 2015)** et de mobiliser un volume financier total de **615 528 € (contre 410 244 € en 2015)** dont **271 338 € versés par l'Etat (CGET/CNDS)** et **98 800 € par le conseil départemental**. Les projets ont représenté un reste à charge pour **les villes de Bagnols-sur-Cèze, Pont-Saint-Esprit et la communauté d'agglomération de 245 390 €** (ce montant incluant les valorisations).

Dans le détail (voir tableau de programmation 2016 en annexe 1) **33 actions** ont porté sur le champ de **l'éducation, 5 actions** sur le champ de la **citoyenneté, 7 projets** ont été développés sur la thématique **santé, 5 la prévention de la délinquance (hors FIPD), 7 la thématique emploi, 9 le cadre de vie** et enfin **3 projets portés sur la coordination du contrat de ville**.

En complément **1 action a été soutenue dans le cadre de l'appel à projet VVV** et **1 autre dans le cadre de l'appel à projet jeunes**.

Sur la mobilisation des fonds européens une phase de remontée de pré-projet a permis de fléchir 828 000 € de fonds FEDER-ATI qui sont accordés aux investissements projetés jusqu'au 31 décembre 2020 sur les quartiers politique de la ville. Le comité de pilotage du 26 mai 2016 a permis d'actualiser les projets éligibles aux priorités

d'investissement tel que défini par l'autorité de gestion dans le cadre du programme opérationnel.

Pour le quartier des Escanaux-Coronelle-Citadelle-Vigan Braquet à Bagnols-sur-Cèze :

PILIER COHÉSION SOCIALE :

Animations

➤ **Le centre social Mosaïque en Cèze**

Le centre social Mosaïque en Cèze est un acteur associatif très important pour l'animation du territoire et le portage d'actions en direction de publics ciblés (11 actions ont été financées dans le cadre de l'appel à projets). En juillet 2016, plus de 200 familles ont participé à un grand pique-nique organisé au parc Marcel Pagnol (en plein cœur du quartier prioritaire), preuve de l'implantation du centre au sein du tissu.

L'action du centre social, inscrite dans la durée, fait l'objet d'un accompagnement afin de s'adapter aux objectifs de plus en plus précis du Contrat de ville.

Le centre social cherche notamment à développer son action en faveur des personnes d'origine étrangère pour favoriser leur intégration : apprentissage de la langue, découverte des institutions : 60 personnes participent à ces ateliers. **Si la qualité de cette action doit être soulignée, l'ampleur de la demande et le besoin de professionnalisation de l'offre sont des enjeux à prendre en compte pour l'avenir.**

Le même type de bilan peut être tiré de l'action développée par le centre social en faveur de la **lutte contre la fracture numérique** qui continue de se dessiner et de se creuser. A ce sujet, le centre social est invité à nouer des liens avec d'autres porteurs de projets œuvrant contre la fracture numérique, et notamment le **service d'écrivain public**.

Avec son action **Prévention Vacances**, le centre social mène une action permettant à des familles et des enfants de partir quelques jours durant les périodes de vacances.

En 2016, **985 personnes ont bénéficié de ce dispositif dont 520 enfants et 465 adultes**. Parmi eux, on compte 79% de personnes résidant au sein du quartier prioritaire de Bagnols-sur-Cèze.

➤ **Animations piscine**

En faisant appel au tissu associatif local, **la direction Education Sport et Jeunesse de la municipalité développe et/ou contribue à la mise en œuvre d'actions d'animations à destination des habitants du quartier prioritaire**, notamment pendant la période estivale.

Ainsi, des ateliers de boxe et de plongée ont été proposés à la piscine municipale des Escanaux durant l'été. Les initiations à la plongée, proposées sur deux semaines complètes, ont réunis 122 jeunes en août. Ce dispositif tend à être développé en 2017.

Réussite éducative et parentalité

- Le **Programme de Réussite Éducative**, en fonction depuis plusieurs années, bénéficie d'un ancrage solide auprès des partenaires du territoire et notamment auprès de l'éducation nationale qui demeure la principale source d'orientation. Il constitue un dispositif tout à fait central dans la politique de la ville à Bagnols-sur-Cèze et reflète une priorité éducative clairement établie dans le cadre de la politique municipale de droit commun.

En 2016, le PRE de Bagnols-sur-Cèze a assuré le suivi de **54 enfants dont 49 en accompagnement suivi sur plusieurs mois (28 garçons et 21 filles)**. Le nombre de suivis montre une très légère baisse (59 enfants en 2015) qui s'explique de manière objective par l'absence de la référente famille. L'équipe complète du PRE étant de nouveau constituée, l'année 2017 devrait permettre au PRE de retrouver un fonctionnement optimum.

La **progression continue du taux d'individualisation de l'activité** du PRE de Bagnols-sur-Cèze doit être notée (elle passe de 88% à 90 %).

Le corps enseignant constitue le principal prescripteur du dispositif car les difficultés scolaires restent une des raisons principales de l'orientation vers le PRE. Toutefois, **si les difficultés scolaires représentent souvent la «surface visible de l'iceberg», la plus-value du dispositif de réussite éducative intervient justement dans une analyse fine des raisons du mal-être de l'enfant**. A Bagnols-sur-Cèze, voici les problématiques repérées :

- Parents en demande de soutien à la fonction parentale (100%)
- Problème de comportement (20%)
- Absence de lien social en dehors de la maison et de l'école (10%)
- Contexte familial difficile (36%)
- Handicap-santé (4%)
- Déscolarisation (6%)
- Autre : confiance en soi (34%)

L'efficience du fonctionnement multi partenarial et du passage de relais vers le droit commun peut également être mesurée au regard du nombre d'enfants dont l'arrêt du suivi a été entériné par l'équipe pluri-disciplinaire de soutien : 38 entre juillet et décembre 2016. **L'importance du nombre de sorties du dispositif, comparé à la stabilité de l'activité générale du PRE, atteste également du bon «roulement» des enfants suivis et donc une véritable assise du dispositif en local.**

L'action « **Coup de pouce** » est une des actions phare du dispositif de réussite éducative bagnolais. Il offre la possibilité aux enfants de CP et à leurs parents de disposer d'autres configurations pour apprendre et notamment pour l'apprentissage de la lecture. Pour l'année scolaire 2015/2016, 35 enfants ont bénéficié de ce dispositif ; **sur les 35 bénéficiaires, 94 % ont acquis la lecture en juin et 77 % des familles ont amélioré leur relation avec l'école.**

En complément de son activité, **le PRE de Bagnols-sur-Cèze a également expérimenté l'outil « PRODAS »** pour améliorer la communication et travailler sur les compétences psycho-sociales chez les collégiens en partenariat avec le CODES 30. Douze jeunes de 5ème et 4ème ont bien voulu participé à cette expérimentation qui s'avère tout à fait concluante. Dans une perspective de pérennisation de l'action, la prise en compte des jeunes en mal-être dès la 6ème est préconisée par l'équipe de réussite éducative.

Enfin, l'année 2016 marque **le début de la collaboration du PRE avec les des dispositifs passerelle** (scolarisation des enfants de moins de trois ans). Ce partenariat est à renforcer pour la suite.

- Sur le registre de la parentalité, l'année 2016 se trouve marquée par **l'inauguration de la Maison des parents**. La maison des parents est **portée par le centre social Mosaïque en Cèze** et vise à soutenir la fonction parentale et le développement de l'enfant en développant différents types d'actions : conseils, débats, ateliers d'éveil sonore, ateliers multimédia, intervention d'une coach parentale.... Au total, **282 familles différentes ont participé à au moins une action de la maison des parents**. L'émergence et l'identification de ce lieu par les habitants a été facilité par l'octroi d'un **poste d'adulte-relais**.

Citoyenneté

- **Concernant le conseil citoyen**, le travail engagé de manière partenariale en 2015 a été poursuivi durant toute l'année 2016 et a abouti à l'officialisation de l'instance en fin d'année.
L'émergence et la structuration du conseil citoyen a notamment été facilité par le travail d'animation prodigué par le centre social Mosaïque en Cèze, lui-même porteur du conseil citoyen.
Pour suivre le travail, un **comité de suivi** formé de l'ensemble des partenaires a été instauré et s'est réuni à six reprises entre mai et décembre 2016.
Une **charte de fonctionnement municipale** a été co-définie (votée par le conseil municipal du 10 décembre). Sur la base des documents cadres nationaux, celle-ci a pour objet de formaliser le rôle local du Conseil Citoyen et aussi de définir clairement le rôle du contre social à cet égard.
Le 16 décembre 2016, la composition du conseil citoyen de Bagnols-sur-Cèze a été formalisée via un arrêté préfectoral. Celui-ci est ainsi composé de 22 personnes dont 14 habitants et 8 acteurs associatifs.

La définition du règlement intérieur du conseil citoyen est un objectif fixé pour le 1^{er} semestre 2017.

Il convient toutefois de noter que le conseil citoyen a participé aux différentes instances et groupe de travail du contrat de ville du Gard rhodanien dès le mois de septembre 2016.

➤ **Expérimentation de chantiers loisirs :**

L'association Riposte, œuvrant pour la lutte contre la marginalisation des jeunes, a **expérimenté la mise en place de chantiers loisirs**. A la frontière entre citoyenneté, prévention de la délinquance et amélioration du cadre de vie, les chantiers loisirs sont menés avec de jeunes volontaires, âgés de 12 à 25 ans, les mercredis et samedis, soit 4 sessions par semaine.

L'objectif est d'accompagner les jeunes dans leur autonomisation à travers le travail manuel dans le cadre d'un atelier éducatif et citoyen. En contrepartie de sa présence, le jeune perçoit un pécule de 15 € et une place de cinéma. Le support des chantiers loisirs sont des travaux de rénovation.

37 jeunes ont participé à cette action dont 18 de 14 à 18 ans et 19 de 18 à 25 ans ; la majorité (65,80%) venait des quartiers prioritaires de Bagnols-sur-Cèze et majoritairement du quartier des Escanaux.

Prévention de la délinquance

Le Contrat Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance est animé par un agent de la ville de Bagnols-sur-Cèze.

➤ **Les groupes de travail du CLSPD** : Différents groupes de travail se réunissent autour de besoins et problématiques identifiés de manière collégiale. Ces groupes de travail peuvent donner lieu à des actions ; une synthèse est restituée dans le cadre du comité restreint et des séances plénières du CLSPD.

- **Incivilités.**
- **Tranquillité publique** : l'année 2016 a été marquée par la création d'un service de médiation reposant sur l'embauche de 2 adultes relais qui ont bénéficié d'un plan de formation leur permettant d'œuvrer auprès des jeunes.
- **Analyse de pratiques interprofessionnelles** : une psychologue intervient dans le cadre d'une réunion pluridisciplinaire afin de permettre à chacun d'exprimer ses attentes, ses apports et son cadre d'action afin de faciliter le développement de collaborations interprofessionnelles.
- **Lutte contre les violences conjugales**. Ce groupe de travail a notamment contribué à l'intervention d'un travailleur social au sein du commissariat avec d'améliorer l'accueil des victimes et la formation des policiers dans la prise en charge de ce type de problématiques.
- **Suivi individualisé des jeunes** : La mise en place d'une charte de déontologie partagée a permis de renforcer le travail partenarial autour d'un suivi individualisé de jeunes sur le terrain. Ce groupe a également été

mobilisé pour mener les **réflexions liées à la lutte contre la radicalisation**. Les travaux doivent se poursuivre en 2017.

- En dehors de ces groupes de travail, le CLSPD a pu activer différents partenariats :
 - **L'Accompagnement des Collégiens Temporairement Exclus (ACTE)** qui en lien avec le club de Prévention et le PRE permet notamment un travail auprès du jeune exclu sur la compréhension de la sanction et favorise un retour apaisé au collège.
 - Une **collaboration avec les jardins partagés** de Bagnols-sur-Cèze pour la mise en place de 2 chantiers insertions matérialisés sous la forme de terrasses (cf ci-après).

PILIER CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN :

➤ Programme de renouvellement urbain

A Bagnols-sur-Cèze, l'année 2016 a aussi été rythmée par les réflexions engagées dans le cadre de l'élaboration du protocole de préfiguration du Programme de Renouvellement urbain du quartier des Escanaux.

Début en novembre 2015, le **partenariat avec l'Institut d'Urbanisme de Grenoble s'est prolongé en mars via la mise en place de six ateliers** participatifs ayant abouti à la fabrication d'une grande maquette. Cette collaboration a notamment permis d'engager un **travail approfondi de concertation et de participation des habitants**.



Avant l'été, le cabinet d'étude ReciproCité, chargé de l'élaboration du diagnostic constitutif du protocole, identifie **trois enjeux majeurs pour le devenir des Escanaux et la suite du PRU** :

- Maintenir le quartier dans son rôle de pôle d'équipement.
- Ouvrir le quartier sur le reste de la ville.
- Améliorer la qualité de vie des habitants et usagers du quartier.

En novembre 2016, l'actualisation du règlement général de l'ANRU ne permet pas à Bagnols-sur-Cèze, comme aux autres sites gardois, d'aboutir à la signature du protocole avant la fin de l'année.

➤ Gestion Urbaine de proximité

L'année 2016 permet l'élaboration en lien avec les bailleurs sociaux du territoire, les conseils citoyens, les services de l'Etat et des collectivités locales d'une convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité dont les objectifs sont :

- De formaliser les engagements des différents acteurs (financiers, moyens internes, compétences...).
- De rendre compte des programmes d'amélioration amorcés.
- De s'entendre sur des modalités d'animation et de pilotage de la démarche de GUSP.
- De s'accorder sur la place attendue des habitants dans la démarche de GUSP en termes d'information, de participation et de sensibilisation.

Le **développement d'actions de type chantier loisirs** portés par l'association Riposte (cité au-dessus) **ou chantiers Insertion, contribue également à l'amélioration du cadre de vie des habitants**. En ce sens, ce travail doit être valorisé et peut être supporté dans le cadre de la Gestion Urbaine de Proximité. A ce titre, un financement dans le cadre de la convention de compensation de l'exonération de Taxe Foncière Propriété Batie par le bailleur pourrait être envisagé en 2017. A noter que les chantiers loisirs font déjà l'objet d'une convention bipartite entre l'association et le bailleur ; l'enjeu est donc au décloisonnement.

➤ **Développement des jardins partagés**

En 2016, la ville de Bagnols-sur-Cèze a continué d'investir dans le réaménagement des jardins partagés implantés le long de la Cèze, aussi dits Jardins en Cèze (JEC). Après une remise en état complète du terrain, 50 parcelles ont été créées et proposées à la population, dont 10 attribuées à des associations afin de diversifier le public cible et de favoriser des projets de développement d'espaces maraichers en pied d'immeuble dans le QPV. A noter, 70 % des jardiniers particuliers disposant d'une parcelle résident au sein du quartier prioritaire.

Comme évoqué ci-avant, une collaboration avec le CLSPD et l'association RIPOSTE a permis le déroulement de deux chantiers éducatifs via l'aménagement de deux terrasses, dites terrasse de la Diversité et terrasse de la Citoyenneté. Celles-ci contribuent nettement à l'accueil de public et donc à l'amélioration du cadre de vie des habitants.

Pour le quartier centre ancien à Pont-Saint-Esprit :

Inédite pour la commune de Pont-Saint-Esprit, l'entrée en politique de la ville du quartier centre ancien a permis dès 2015, la mise en place de plusieurs réunions et actions pour lesquelles tous les acteurs et partenaires ont été associés. L'année 2016 a permis d'entamer une réflexion sur un certain nombre de dispositifs associés au contrat de ville.

PILIER COHESION SOCIALE :

Le quartier du centre-ville à Pont-Saint-Esprit est marqué par une entrée récente en politique de la ville et l'animation du pilier cohésion sociale repose donc sur des

actions à la fois portées par des associations de proximité du quartier et par les services municipaux.

En premier lieu le CCAS de Pont-Saint-Esprit a maintenu son action « **la bourse au permis citoyen** » qui permet à tout jeune qui a un projet professionnel ou de formation, de l'aider à financer une partie de son permis de conduire. En échange le bénéficiaire s'engage à effectuer 60 heures de bénévolat auprès d'une association de la commune. Ce dispositif a pu bénéficier à 2 jeunes issus du centre ancien en 2016. Cette action recouvre tant le champ de l'action sociale que celui de l'insertion liée à l'emploi.

Le CCAS a également mené le projet portant création d'un Programme de Réussite Éducative (PRE) qui sera déployé dans le courant de l'année 2017. L'année 2016 a permis de faire un diagnostic sur la population du quartier prioritaire et de croiser des données sur les problématiques liées à la scolarité des enfants de ce quartier. C'est ainsi qu'il est ressorti qu'environ 30 enfants, représentant 22 familles du Quartier Prioritaire, pourraient relever d'une prise en charge dans le PRE. Début novembre un dossier de demande d'agrément a été adressé aux services de l'Etat, démontrant l'intérêt de ce dispositif. Dès 2016 des premiers contacts avaient été pris, notamment avec l'Education Nationale, concernant ce projet.

Le CLSPD de Pont-Saint-Esprit se réunit de manière semestrielle. En 2016 a eu lieu qu'une seule réunion car la seconde a été programmée en janvier 2017 du fait des agendas contraints.

En revanche afin de répondre à la circulaire ministérielle prévoyant la mise en œuvre d'une annexe au contrat de ville relative au plan de lutte contre la radicalisation, la commune a mis en place un sous-groupe afin de décliner ce plan, de manière opérationnelle. La mise en œuvre de ce plan de lutte étant animée par le CLSPD.

La commune de PSE a réuni le **sous-groupe Citoyenneté et civisme** du CLSPD le 16 novembre 2016 dans lequel elle a élaboré une charte et a pu évoquer des cas concrets

Ces éléments ont donc été présentés à la seconde réunion plénière de janvier 2017. Le 6 juillet 2016 a eu donc lieu la séance plénière au cours de laquelle il a été fait un point sur les dossiers suivants :

Les faits marquants :

- Le décret du 6 mai 2016, sur l'extension du champ de compétence des CLSPD.
- L'embauche de l'adulte relais.
- L'embauche des services civiques.
- Le développement des actions de RIPOSTE.
- La signature de la convention avec la CAF.
- Les faits marquants en lien avec le service médiation.

Caractéristiques et évolution de la délinquance sur le 1^{er} semestre 2016 :

- Les chiffres de la Gendarmerie
- Les chiffres du groupe « Indicateurs »

Bilans des actions conduites :

- En faveur des violences faites aux femmes et les violences intrafamiliales.
- En faveur des logements insalubres.
- En faveur des jeunes en difficultés.
- En faveur du lien social.

Les perspectives du second semestre 2016 :

- La brigade verte
- La démarche GUP (Gestion Urbaine de Proximité) :
- La régie de territoire

Le service Centre Associatif Sportif et Culturel de la ville de Pont-Saint-Esprit a animé le 28 octobre 2016 une demi-journée Sport et Santé. Axée sur le public féminin souvent éloigné de certaines pratiques sportives, cette manifestation rattachée avec l'action nationale Octobre Rose, elle avait aussi pour objectif de les sensibiliser au dépistage du cancer du sein.

Le service Culture de la ville : la municipalité s'investit fortement dans des actions culturelles en visant un large public mais en ayant toujours la volonté de permettre aux habitants du quartier prioritaire d'y participer.

Il est à noter ainsi que sur l'année 2016 ce n'est pas moins de **23 manifestations** qui ont eu lieu à **l'intérieur du QPV** où à sa périphérie immédiate.

→ **Ainsi ont eu lieu sur l'année 2016 :**

- Des **pièces de théâtre** proposées soit à la salle des fêtes du Centre Pépin, soit à la Scène Chapelle.
- **Des festivals** tout au long de l'année avec notamment « Avignon fait le Pont », les « Vendredis Culturels » et les « Vendredis de l'été », « côtés cour, côtés jardins ». La plupart du temps à l'intérieur du QPV et en extérieur sur des places publiques.
- **Des salons** tels que le salon des associations et des enfants et le salon d'automne, et **des foires** de Printemps et d'automne.
- **Des manifestations** telles que **des soirées thématiques** (Disco ; Pryzmatik, le « 1,2,3 Noël »).

Ces actions viennent souvent compléter les actions conduites par les différentes associations de la ville, associations que la municipalité soutient et encourage au moyen de subventions et de prêt de matériel.

- **Le Conseil Citoyen** s'est constitué en association fin 2015 et a pu à ce titre dès 2016 porter seul de nombreux projets qui ont été présentés pour la plupart dans le cadre de l'appel à projets 2016.
 - **Les rencontres festives** : 3 temps forts : un autour de la journée citoyenne le 21 mai 2016 au jardin partagé, un repas clôturant leur participation aux journées européennes du patrimoine les 16 et 17 septembre 2016 et le Noël Pour Tous du 19 au 26 décembre 2017.
Chacune de ces manifestations a pour objectif de créer un lien social et surtout permettre de se faire connaître et d'être identifié par la population. Ces rencontres ont permis de développer la notoriété du Conseil Citoyen.
 - **Le Journal** le Spiripontaminé et le Site Internet : deux outils de communication qu'ils ont mis en place en 2015 et développé en 2016. Ces outils permettent de relayer les actions se déroulant sur le quartier et de communiquer à destination des habitants du quartier centre ancien **un journal** a été édité. En 2016, 3 numéros ont été diffusés et **un site internet** est mis en ligne (<http://www.ccpse.fr/>) dont l'objectif est

de proposer des services de proximité (Covoiturage, Bricolage, Jardinage, etc.), des offres d'emploi ou de stage, des discussions autour de différents thèmes, des sorties, les rappels des enjeux des 3 piliers de la politique de la ville, etc...

- Inauguration d'un **jardin partagé** le 9 juin 2016 afin de sensibiliser au respect de l'environnement, favoriser l'apprentissage de la vie en groupe, faciliter la transmission du savoir-faire, le partage, la solidarité, le développement de l'autonomie et de la responsabilité. Les habitants du centre ancien peuvent y cultiver une parcelle.
- **L'association Barado** tournée vers les jeunes a également mené une action dans le cadre de l'appel à projet jeunes autour de l'organisation de 6 séances de cinéma en plein air avec une forte participation des jeunes du quartier dans l'organisation de ces séances et une présence importante des habitants du quartier lors des séances.
- **Concernant le volet médiation**, la commune a, en 2016 recruté avec le concours de la DDCS **un adulte relais**. Celle-ci, issue du QPV de PSE est chargée de l'encadrement de jeunes de la ville. Elle a notamment avec elle pour effectuer sa mission 8 jeunes embauchés en services civiques. Ces services civiques ont une mission relative au cadre de vie et à l'environnement. En soutien avec la brigade verte de la ville, ils participent au bien vivre ensemble.
- **Concernant la citoyenneté** : Pont-Saint-Esprit est labélisée dans le Gard comme ville pour **la Mission centenaire de la Guerre 1914-1918**. De nombreuses actions sont conduites en partenariat avec les habitants, les jeunes et les diverses associations autour de plusieurs animations culturelles. En juin 2016 a été inaugurée notamment la Tranchée Pédagogique. Celle-ci a été réalisée avec le concours des jeunes de BARADO, encadrés par l'adulte relais et un membre du Conseil Citoyen.

Animation du Pilier Cohésion Sociale par la municipalité en 2016 : 2 COTECH

- Le COTECH cohésion sociale du 21 mars 2016 sur le volet sport et santé, organisé par le pôle de la PDVDU avait pour ambition d'évoquer avec les acteurs et partenaires, la demi-journée du 28 octobre 2016.
- Le COTECH du 12 décembre 2016 faisait le bilan des APP 2016 et les perspectives de 2017 afin de préparer au mieux l'APP 2017.

PILIER CADRE DE VIE ET RENOUVELLEMENT URBAIN :

Le quartier du centre ancien de Pont-Saint-Esprit, identifié comme QPV dans le cadre de la nouvelle géographie prioritaire, bénéficie de l'Appel à Manifestation d'Intérêt dit de revitalisation des Centres-Bourgs (AMI Centres Bourgs). La convention de revitalisation signée le 10 novembre 2015 a transformé l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) en cours (débutée en novembre 2014), en OPAH de type Renouvellement Urbain (RU).

Cette OPAH de type RU est animée par le bureau d'études URBANIS qui assure 2 permanences par semaine à la maison des Patrimoines. Ce lieu y accueille également le bureau d'étude en charge du secteur sauvegardé (GHECO).

Dans le cadre de ces deux opérations concomitantes il est mis en place deux comités distincts mais qui regroupe certains acteurs communs permettant d'examiner chaque projet du centre-ville et permettant de lutter efficacement contre l'indignité des logements.

Ainsi le groupe de travail OPAH-Secteur Sauvegardé étudie avec le concours de l'architecte des bâtiments de France et l'architecte conseil de la ville tous les projets de réhabilitation de logements et/ou la création de commerces situés dans le périmètre du secteur sauvegardé et principalement dans le quartier prioritaire.

En 2016 le groupe de travail s'est donc réuni **10 fois afin d'examiner plus de 167 dossiers.**

- **123 avant-projets** (les pétitionnaires rencontrent préalablement les équipes pour déterminer la viabilité du projet).

- **5 dossiers pour enseignes commerciales** (ce qui correspond au bilan de l'aide hyper centre- cf infra- avec un dossier à cheval sur 2017).

- **39 dossiers pour façades et autres.** Il s'agit de transformation de locaux, de réfections de toitures ou de réhabilitations de logements.

D'autre part dans le cadre **de la lutte contre l'habitat indigne** une instance partenariale communale (Comité Local de Lutte Contre l'Habitat Indigne) se réunit toutes les 6 semaines afin d'étudier des cas spécifiques révélés soit au travers de l'OPAH et du secteur sauvegardé, soit révélé par des signalements émanant de diverses instances (CAF/CMS/Locataires/PM et Médiation, etc).

EN 2016 le CHLI s'est réunie 6 fois avec 47 dossiers traités dont 13 nouveaux. Tous sont situés dans le périmètre de l'OPAH ;

19 logements se sont révélés indignes...

Parmi ces dossiers, **8 logements ont fait l'objet** d'un arrêté préfectoral pour **insalubrité irrémédiable** avec pour deux immeubles une insalubrité visant les parties communes (ce qui a pour conséquence de faire suspendre immédiatement le paiement du loyer pour tous les locataires des appartements situés dans ledit immeuble).

6 logements déclarés insalubres remédiables et 1 immeuble visé sur la partie commune.

13 logements indécents qui ont donc fait l'objet d'une mesure de conservation de l'allocation logement*.

**le 7 septembre 2015 la commune signait avec la CAF du GARD une convention permettant de mobiliser l'article 85 de la loi ALUR. Cet article permet à la CAF de suspendre et de conserver pendant 18 mois l'allocation logement versée au propriétaire d'un logement qui se serait révélé indécents. Au sein du pôle Politique de la ville et Développement Urbain de la commune de Pont-Saint-Esprit, le Service Habitat et Renouvellement Urbain est donc chargé de ce suivi. Il établit les rapports qu'il adresse à la CAF pour suite à donner.*

Il convient de noter que sur **les 13 logements, plus de la moitié** ont vu la mesure suspendue car les propriétaires ont rapidement remédié aux travaux nécessaires pour lever la mesure.

3 logements déclarés impropre à l'habitation (il s'agit le plus souvent de cave ou de grenier aménagés en logements).

5 logements présentant un péril sur deux immeubles dont un en centre ancien.

Après la C.L.H.I., l'évolution des dossiers est présentée en session du :

- Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne (D.D.T.M.) :
 - 11 sessions en 2016, 40 dossiers traités pour la Ville de Pont-Saint-Esprit.
- Puis en C.O.D.E.R.S.T. pour les logements ou immeubles relevant de l'insalubrité :
 - 4 sessions présentant 5 dossiers pour 12 logements.

Dans le cadre de l'OPAH le cabinet Urbanis en charge de son animation a réalisé des permanences physiques de façon hebdomadaire (lundi après-midi) et téléphoniques de façon bihebdomadaire (lundi et jeudi après-midi).

Cela a donné lieu à :

- 102 contacts pour un volume de 170 logements.
- La visite de 128 logements.
- 46 études financières ANAH pour des travaux intérieurs concernant 99 logements.
- 20 prescriptions façades concernant 66 logements.
- 12 logements financés en 2016 par l'ANAH dans le cadre de l'OPAH.

Sur le patrimoine social du QPV élaboration en lien avec les bailleurs sociaux du territoire, les conseils citoyens, les services de l'Etat et des collectivités locales d'une convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité dont les objectifs sont :

- De formaliser les engagements des différents acteurs (financiers, moyens internes, compétences...).
- De rendre compte des programmes d'amélioration amorcés.
- De s'entendre sur des modalités d'animation et de pilotage de la démarche de GUSP.
- De s'accorder sur la place attendue des habitants dans la démarche de GUSP en termes d'information, de participation et de sensibilisation.

AMI centre Bourgs : dans le cadre de l'appel manifestation d'intérêt de nombreuses rencontres partenariales ont eu lieu afin de définir et déterminer les actions à conduire :

Sur le volet Habitat – Habitants : le quartier BRUGUIER ROURE fait l'objet d'un aménagement plus spécifique. Entre 2015 et 2016 la commune a acquis deux immeubles avec pour objectif de les démolir et d'y aménager une place.

4 réunions ont été nécessaires avec l'Architecte des Bâtiments de France et le cabinet d'étude GHECO afin de réaliser un aménagement de qualité répondant aux besoins des habitants tout en veillant à respecter le secteur sauvegardé.

Par ailleurs une convention a été signée **le 06 octobre 2016 avec l'EPF-LR** pour conduire un projet de concession d'aménagement visant à la mise en place d'une **Opération de restauration Immobilière (ORI) dans ce quartier comprenant 60 immeubles dont 12 ont été identifiés**. Majoritairement vacants ou occupés par des propriétaires occupants âgés **ce secteur fait l'objet d'une attention plus spécifique et sera traitée en partie, en 2017**.

Sur le volet patrimonial : le lavoir a été inauguré le 9 février 2016 avec la participation des conseils citoyens. Ces travaux démarrés en 2012 et ont été réalisés

en deux tranches. Le cout total **s'élève à 1,5 millions** d'euros ; cet édifice majeur se situe en frange sud du QPV et grâce à cette restauration de nombreuses festivités et manifestations ont eu lieu en 2016 pour permettre aux habitants du quartier notamment, mais pas seulement eux, de se l'approprier.

Le Prieuré SAINT-PIERRE, dont la 1ere tranche de travaux qui a duré plus de 18 mois et **a coûté 1,3 millions d'euros, a été inauguré le 5 novembre 2016** avec le concours et la participation du Conseil Citoyens. Grâce aux travaux de restauration de la couverture ce lieu a pu être ouvert et ainsi accueillir de nombreuses manifestations dont le Noël Citoyens organisé par le 3CAPSE en décembre 2016.

Le Centre Pépin, ancienne caserne militaire cet immeuble situé à la frange Est du QPV accueille **les lieux culturels de la ville** (Cinéma, Bibliothèque) mais aussi **de l'Agglomération** (Planet'Ados et le conservatoire de musique, la permanence de l'office des entreprises), des commerces et des services municipaux (le centre d'hébergement d'urgence, le pôle de la politique de la ville et du développement urbain, la police municipale, le service médiation, la direction unique et le centre de surveillance urbaine, le bureau de la vie associative et le CCAS) ainsi que des associations spiripontaines et des permanences de la CAF ainsi que de l'écrivain public.

Multifonctionnel ce site fait l'objet d'importants travaux d'une mise en conformité au titre de la sécurité et de l'accessibilité handicapée avec un montant de travaux estimés à plus de 4 millions d'euros et phasé en 5 tranches.

Les phases 1 et 2 se sont terminées en novembre 2016. Pour des raisons d'agenda, l'inauguration de celle-ci n'a pu se faire qu'en février 2017.

Ce site a vocation à terme de regrouper une importante partie des services municipaux de la ville ainsi que la mise en place dès le mois de juin 2017 du Guichet Unique.

Le Développement du réseau partenarial avec notamment l'association Nationale des Villes des Pays d'Art et d'Histoire (ANVPAH dénommée désormais Sites et Cités Remarquables) a permis l'organisation d'un colloque ouvert notamment aux habitants du QPV et du Conseil Citoyens le 17 mars 2017. Cette réunion a pu se faire au sein de la Scène Chapelle des Pénitents, équipement culturel de l'Agglomération.

Sur le volet espaces publics : la commune a lancé en fin d'année 2016, 3 études relatives à, la compréhension des **espaces publics**, la **circulation et le stationnement** et enfin la **restauration des escaliers Saint-Pierre** et l'aménagement de la Place.

S'agissant de l'étude de stationnements et de circulation : le COPIL conduit par le bureau d'étude SECAD, du 29 mars 2017, a laissé entrevoir les 1ers éléments du diagnostic. Celui-ci sera complété et alimenté par l'étude sur les allées, menée en parallèle.

S'agissant de l'étude sur l'espace public et les allées : le COPIL du 16 mai 2017 a permis de présenter les enjeux et de définir les objectifs.

S'agissant des escaliers Saint-Pierre : Le 26 avril 2017 l'étude diagnostic a été présentée par le cabinet ARCHITEKTON de Lyon. L'Etat sanitaire de l'escalier est préoccupant et nécessite une reprise de la place située en aval de celui-ci. L'étude est affinée pour permettre le phasage financier des futurs travaux qui débiteront courant 2018. La commune a sollicité du FSIPL en 2017 sur cette étude.

En octobre 2016, la commune a accompagné l'amélioration du quartier et a souhaité sécuriser les abords des écoles dont l'école maternelle Jules Ferry en installant des bornes escamotables, une placée à l'entrée de la rue des Minimes, une placée à l'entrée de la place du Couvent et enfin une placée devant la rue Jules ferry. Grâce à ce nouveau dispositif les parents peuvent accompagner leurs enfants à pieds en toute sécurité.

COTECH du 24 avril 2017 relatif à l'habitat : En présence de la DDTM, de la déléguée du Préfet, du Conseil Citoyen de Pont-Saint-Esprit, du Département du Gard, de la DRAC Occitanie, de l'Agglomération du Gard Rhodanien, des associations, des bailleurs sociaux, et des services municipaux de la ville, il a été présenté les bilans des actions conduites sur le pilier cadre de vie par la municipalité.

Par ailleurs été convié l'association les « Compagnons Bâisseurs », association qui devrait répondre l'année prochaine à l'appel à projets. En parallèle, une réflexion est conduite par la cheffe du pôle pour mettre en place une convention pluriannuelle avec cette association, à l'identique de ce qui se fait à Lodève, afin de compléter le dispositif d'OPAH-RU.

PILIER DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET DE L'EMPLOI (compétence communautaire) :

Actions de sensibilisation à la découverte des métiers et des entreprises de l'artisanat du commerce et de l'industrie par la CCI-CMA et à destination exclusive des jeunes issus des QPV. L'action a permis de décliner en session collective et individuelle les ressources locales mobilisables par les jeunes.

Une action autour de la création/reprise d'entreprise à destination des habitants porteurs de projet potentiel est également initiée en 2016.

Les évaluations de ces 2 actions qui par leurs méthodes et leurs financements ont un caractère expérimental sont encore en cours.

Le droit commun porté par les services de l'emploi a permis la mise en œuvre de 5 chantiers d'insertion. Ces services portent une attention particulière aux usagers issus des quartiers prioritaires. C'est dans ce cadre que la communauté d'agglomération du Gard Rhodanien a orienté 38 bénéficiaires issus des QPV.

Les chiffres des heures relatives aux clauses d'insertion réalisées en 2016 dans le cadre de travaux du territoire suivis par la Maison de l'Emploi du Gard Rhodanien sont :

- Mairie de Bagnols-Sur-Cèze : 6000 H
- SFHE (bailleur social) : 1000 H.
- Commune de Saint Victor-La-Coste : 500 H
- Habitat du Gard : 3500 H

Bien que non obligée, la commune de Pont-Saint-Espirit a fait le choix d'introduire cette clause dans le cadre des nombreux marchés publics qu'elle conduit. En 2015 elle l'a fait pour la phase 2 du centre pépin...En 2016, il n'y a pas eu de marchés avec clauses d'insertion car les montants n'étaient pas assez significatifs (au moins 100 000 € minimum de travaux).

Plus spécifiquement la ville de Pont-Saint-Espirit a lancé une pré-étude Régie de territoire le 26 octobre 2015 reprise à l'échelle de la communauté d'agglomération dont le bilan présenté le 7 décembre 2016 a permis de définir un périmètre de viabilité autour de Pont-Saint-Espirit, les perspectives d'évolution marchande et non marchande et les conditions de réussite.

Le projet de création de régie fait l'objet d'une phase 2 de l'étude qui permettra de prospector les marchés et de lancer le projet dans le courant de l'année 2017.

Aides aux petits commerces : cette compétence n'a jamais été transférée à l'agglomération et ce sont les communes qui en activent les outils.

La municipalité de Pont-Saint-Espirit a sollicité d'autres outils pour agir efficacement pour la déshérence du petit commerce en centre ancien.

Parmi les actions mises en œuvre par la commune pour redynamiser l'activité économique :

- **L'Aide HYPER CENTRE :** basée sur le principe d'aider le porteur d'une activité nouvelle et pertinente dans le périmètre du quartier prioritaire, cette aide facilite l'installation commerciale. La municipalité soutient entre 30 et 50 % du loyer mensuel pendant une année.

En 2016 ce sont 4 nouveaux commerces qui se sont installés en grande partie à l'intérieur de l'écusson. La commission hyper centre s'est réunie donc 4 fois cette année pour attribuer les aides, en février, mars, octobre et décembre 2016.

- **L'EPARECA** (Etablissement Public de revitalisation des Commerces et de l'Artisanat):

La commune de Pont-Saint-Espirit a signé le 28 juin 2016 une convention avec l'EPARECA et la Caisse des Dépôts et Consignation pour intervenir sur l'offre commerciale en déshérence au cœur du quartier.

Le 9 novembre 2016 l'étude était remise et le bilan a été présenté au Conseil Municipal du 30 mars 2017.

Une étude d'opportunité immobilière sera lancée dans le dernier trimestre 2017 en partenariat avec l'EPARECA, la Caisse des Dépôts et Consignation et la ville de PSE.

Grace à cette étude la commune de Pont-Saint-Espirit va poursuivre les actions pour permettre de dynamiser le centre ancien.

4 - PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION ET AMÉLIORATIONS NÉCESSAIRES :

L'année 2017 devra permettre de consolider la mise en place de l'ensemble des dispositifs associés au contrat de ville qui pour certains sont engagés depuis 2015 (conseil citoyen, convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité, plan de prévention contre la radicalisation...). Cette mise en place se fera au travers d'une coordination du pilotage et une déclinaison opérationnelle claire et très en amont.

Une coordination plus claire sur les volets santé et éducation est à rechercher notamment dans le cadre des Programmes de Réussite Educative.

Plus spécifiquement à Bagnols-sur-Cèze :

- Adhésion au centre de ressources Villes et Territoire Languedoc-Roussillon.
- Définition du nouveau projet social du centre social.
- Accompagnement et autonomisation du conseil citoyen.
- Réflexion sur la mise en place d'un fonds de participation des habitants
- Développement et professionnalisation de certaines actions à enjeux forts : intégration des personnes d'origine étrangère, lutte contre la fracture numérique notamment.
- Application concrète de l'action liée à la Gestion Urbaine de proximité
- Signature du protocole de préfiguration du programme de renouvellement urbain et poursuite des études.

Plus spécifiquement à Pont-Saint-Espirit :

- Poursuite de projets de droit commun notamment liés aux commémorations du centenaire de la grande guerre et la tranchée pédagogique.
- Réflexions conduites en partenariat avec la CAF et le 3 CAPSE pour la création soit d'un espace de vie sociale soit d'un centre social.
- Soutien aux associations œuvrant dans le QPV notamment.
- Poursuites des manifestations culturelles et sportives.
- Développement de la Régie de territoire.
- Mise en œuvre concrète de la GUSP.
- Poursuite des études sur la requalification du centre ancien (Etudes espaces publiques).
- Poursuite des travaux de restauration patrimoniale (Eglise Saint- Saturnin, Prieuré Saint-Pierre, Escaliers Saint-Pierre).
- Aménagement du quartier Bruguier-Roure et mise en œuvre de la future concession d'aménagement.
- Poursuite de l'OPAH-RU et les actions sur l'habitat.
- Mise en place du Programme de Réussite Educative.
- Pedibus, maison connective,

Coordination des acteurs et des politiques publiques :

- Formalisation d'une équipe projet restreinte sur la stratégie du contrat de ville : Communes, EPCI, Département, DDCS, DIRECCTE, DRAC, DDTM et déléguée du Préfet.
- Poursuite des rencontres partenariales des porteurs de projet dans le cadre de la programmation annuelle.

- Mise en œuvre et suivi de la Convention de Gestion Urbaine de Proximité pour la période 2017-2019 notamment en lien avec le groupe de travail cadre de vie et renouvellement urbain.
- Poursuite de la réflexion avec le lancement de la phase 2 de l'étude portant sur la création d'une régie de quartier (étude de marché/prospection).
- Poursuite de l'élaboration de fiches-actions en lien avec les groupes de travail thématique afin de recenser les besoins et d'y apporter une réponse systématisée.
- Travailler sur des schémas de coordination autour des actions dans le cadre du CLSPD et du PRE.
- Organisation du groupe de travail citoyenneté afin notamment d'élaborer conjointement le plan de lutte contre les discriminations à annexer au contrat de ville.
- Mener à terme le travail sur les documents cadres associés au contrat de ville et relevant de l'obligation communautaire (Convention d'Equilibre Territorial, Pacte Financier et Fiscal de Solidarité).
- Associer les bailleurs à l'ensemble de la programmation afin de permettre un cofinancement des actions intéressant les locataires du parc social.
- Elaborer avec la région les priorités d'engagement locales sur la programmation du contrat de ville.
- Déploiement du plan d'action 2017 FEDER-ATI et évolution du programme d'actions.

Dispositifs et actions associées au contrat de ville :

- Lancer les premières Conventions pluriannuelles d'Objectifs en lien avec les partenaires du contrat de ville.
- Renforcer les actions de soutien et d'accompagnement à la parentalité en adhérant au Réseau d'Ecoute, d'Appui et d'Accompagnement des Parents (REAAP) afin d'être éligible à l'appel à projet 2018.
- Entamer une réflexion sur le FLE à destination des adultes allophones et porté par un partenaire agréé.

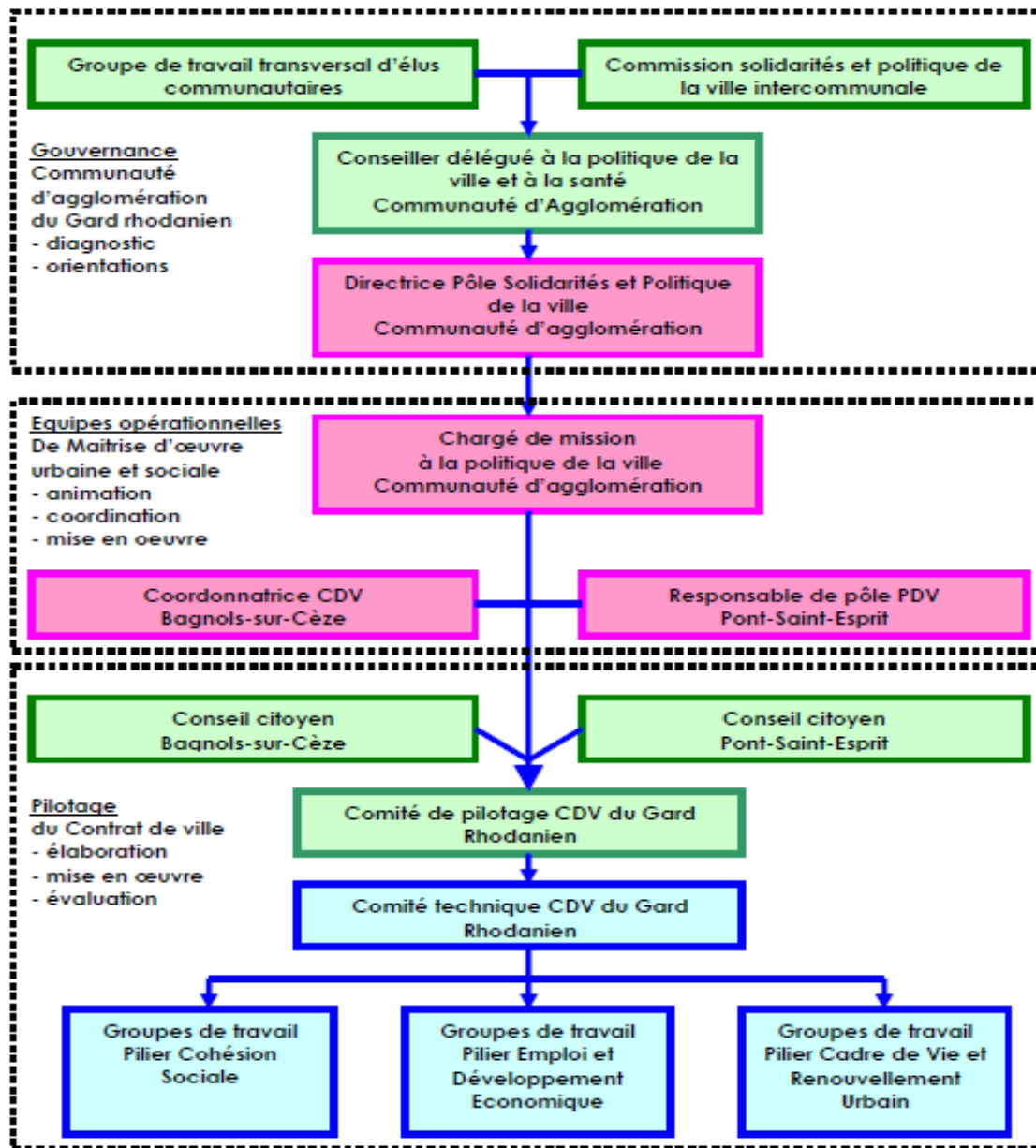
Participation des habitants :

- Continuer la formation à l'animation des conseils citoyens mise en place par la DDCS pour Bagnols sur cèze (PSE décliné).
- Associer pleinement les conseils citoyens aux réflexions et prises de décisions.
- Mener la mise en place à Bagnols-sur-Cèze et à PSE d'un Fonds de Participation des Habitants.

5 - ARTICULATION ENTRE LES VOILETS SOCIAL, ECONOMIQUE ET URBAIN DU CONTRAT DE VILLE

Conformément à la loi du 21 février 2014, le contrat de ville a prévu un schéma d'organisation qui prévoit une articulation entre les 3 piliers du contrat de ville. Le schéma qui figure au contrat de ville est rappelé ci-dessous :

- SCHEMA D'ORGANISATION GENERALE



Comme de nombreux contrat de ville la phase de concertation avec les conseils citoyens s'est progressivement mise en place au sein des instances de travail et de pilotage du contrat de ville du Gard Rhodanien.

Les conseils citoyens sont désormais associés à l'ensemble des débats.

De façon opérationnelle et afin d'inclure dès l'origine la participation des partenaires notamment des habitants une organisation tel que déclinée ci-dessous a été validée dans le cadre du comité de pilotage du 21 juillet 2016.

Cette organisation permet d'aborder le contrat de ville à la fois par thématique et de façon transversale.

Elle est déclinée y compris dans le cadre des instances de suivi de certaines conventions comme la convention de Gestion Urbaine et Sociale de Proximité.

INSTANCES	COMPOSITIONS	ROLES
Instances de validation spécifique à chaque partenaire.		
Comité de Pilotage	Préfet, Président du conseil départemental, Président de la Communauté d'Agglomération, Maires, ensemble des représentants des signataires (bailleurs, agences et service déconcentré de l'Etat) ainsi que les techniciens référents et les conseils citoyens.	Validation des orientations et des actions développées autour du contrat de ville. Présentation du bilan de l'année écoulée.
Equipe Projet	Ensemble des directions concernées au sein de l'Etat et des collectivités locales.	Définition des orientations stratégiques et des fiches actions.
Comité technique	Cadre technique restreint aux techniciens représentant les partenaires financiers du contrat de ville et aux conseils citoyens.	Instruction commune des dossiers de demande de subvention et préparation du comité de pilotage.
Groupe de travail décliné par thématique.	Partenaires associatifs (conseil citoyen), techniciens et experts.	Décliné de façon opérationnelle selon les attentes et besoins exprimés lors des commissions thématiques.

6 - ACTIONS MENEES EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT SOCIAL URBAIN FINANCEES PAR LA DOTATION DE SOLIDARITE URBAINE (DSU).

La dotation de solidarité urbaine est attribuée **aux communes** de plus de 5 000 habitants selon plusieurs critères liés à la composition sociale et économique des habitants de la commune.

Contrairement aux autres dotations l'évolution de la DSU est sanctuarisée et demeure dynamique. Elle permet de financer des projets d'investissement ou des actions dans le domaine économique et social en lien avec les objectifs poursuivis par la politique de la ville.

BAGNOLS SUR CEZE

La commune de Bagnols-sur-Cèze a reçu **2 942 476 € au titre de la DSU en 2016** (contre 2 553 227 € en 2015). Cette dotation a permis de cofinancer les dépenses à caractère social et/ou de développement social urbain, dans le cadre du contrat de ville mais aussi dans le cadre des politiques municipales de droit commun.

Service politique de la ville

- **Le personnel en charge de l'animation bagnolaises du contrat de ville** est aussi dénommée équipe de maîtrise d'œuvre urbaine et Sociale. En soustrayant les cofinancements de la DDCS (11 000 €) et du conseil départemental du Gard (5 000 €), **le reste à charge pour la collectivité a été de 31 409 €.**

Dans le cadre de l'élaboration du protocole de préfiguration du PRU, le coût de la maîtrise d'œuvre s'est élevé à 21 157 €.

CCAS

Pour l'année 2016, la ville de Bagnols-sur-Cèze a versé une **subvention de fonctionnement au CCAS d'un montant de 770 000 €**. Cette subvention comprend notamment :

- **Service de portage de repas** : 185 000 €, 23 908 repas pour 88 bénéficiaires.
- **Secours** : 75 000 € d'aide d'urgence
- **Allocation hivernale 2015-2016** : En période hivernale, une aide forfaitaire de 140 € est attribuée sur dossier à toute personne de plus de 60 ans résidant sur la commune de Bagnols sur Cèze et ne dépassant pas un certain plafond de ressources (ASPA : Allocation de Solidarité aux Personnes Agées, majoré de 50 €). Pour l'hiver 2015-2016, **158 aides ont été accordées pour un montant total de 22 260 €**. Les aides accordées concernent **108 familles résidant dans le quartier des Escanaux (quartier prioritaire) soit 68 % des bénéficiaires.**
- **Repas des aînés** : 400 personnes âgées de plus de 68 ans ont participé au repas des aînés qui s'est déroulé le 23 décembre 2016.
- **Repas des solidarités** : 133 personnes en situation de fragilités ont participé au repas des solidarités.
- **Festival « Singuliers Pluriels »** : Le festival Singulier Pluriel a eu lieu du 7 au 12 mars 2016. Cet événement partenarial organisé par la direction des solidarités a pour objet de sensibiliser la population aux enjeux de la différence et de la diversité.
 - Exposition et spectacle vivant à la médiathèque : 200 personnes
 - Spectacle pour enfant « Une chenille dans le cœur » de la compagnie Troupuscule : 508 enfants de CE2 et CM1
 - Atelier prévention du handicap visuel : 15 participants
 - Journée de sensibilisation au handisport (démonstration et pilotage d'avions, de voitures radiocommandés) : 110 participants
 - Rencontre inter-hôpitaux : tournoi « Sport en tête » de badminton : 70 participants.

Subvention aux associations

En 2016, la ville de Bagnols-sur-Cèze a versé un total de 213 000 € aux associations locales pour contribuer au dynamisme du tissu local et à l'accompagnement d'associations à vocation caritative.

Une dotation de fonctionnement de 180 000 € est également versée au centre social Mosaique en Cèze.

Education

L'éducation est une priorité municipale forte, cela concerne neuf écoles pour un total de 1450 élèves. En 2016, ce champs d'action représente un budget de 1 117 455 € (soit une moyenne de 770 € /élève) dont :

- 64 000 € dans le cadre du Programme Educatif territorial
- 38 000 € pour la Programme de Réussite éducative
- 802 500 € permettant la mise en place d'un système de modalisation tarifaire pour la restauration scolaire.

PONT SAINT ESPRIT

La commune de Pont-Saint-Esprit a reçu **1 122 479 € au titre de la DSU en 2016** (contre 955 312 € en 2015). Cette dotation a permis les dépenses à caractère social et/ou de développement social urbain suivantes :

Sur le volet Cohésion Sociale :

- Subventions au financement du CCAS
- Subventions au fonctionnement des associations caritatives de Pont-Saint-Esprit - Mise à disposition de l'adulte relais et des services civiques

Sur le volet économique :

- Etude EPARECA donnant lieu à travaux
- Aides économiques accordées dans le cadre de l'hyper Centre

Sur le volet Cadre de vie et Renouvellement Urbain

- Mise en œuvre de l'OPAH – aides aux travaux et aux façades
- Mission de requalification Bruguier-Roure
- Travaux de restauration du Prieure Saint-Pierre
- Travaux restauration du lavoir
- Travaux tranche 2 du Centre Pépin
- Mise en place des bornes escamotables

ANNEXE 1 TABLEAU DE PROGRAMMATION CDV 2016 SIMPLIFIE

Porteur de projet	Intitulé de l'action	CDV	Ville/agglo			Etat DDCS (CGET)	Département	Autres	TOTAL FINANCEMENTS DEMANDES
			AGGLO	BSC	PSE				
Communauté d'agglomération du Gard rhodanien = 5 310 habitants									
GARD RHODANIEN	MOUS	demandé	15 634	0	0	15 633	15 633		46 900
		accordé	32 900			11 000	3 000		46 900
RIPOSTE	Action de prevention et d'accès aux soins	demandé	27 500	0	0	12 000	6 000	6 400	51 900
		accordé	10 000			10 000	0		20 000
RIPOSTE	Renfort éducatif	demandé	2 500	0	0	2 500	1 800	250	7 050
		accordé	0			2 500	1 800		4 300
RIPOSTE	Chantier loisirs	demandé	0	4 890	4 890	9 780	9 780	0	29 340
		accordé	0	0		5 000	1 500		6 500
RIPOSTE	Espace interactif la pépinière	demandé	0	4 650	4 650	5 300	9 300	18 080	41 980
		accordé	0	2 000		2 000	2 000		6 000
Point ressources services aux	Mobilisation et accès des habitants des quartiers	demandé	5 000	0	0	5 000	5 000	0	15 000

particuliers du Gard	prioritaires aux services à la personne	accordé	0			0	0		0
ACEGAA	Accompagner et former les acteurs associatifs en lien avec la PV du Gard Rhodanien	demandé	2 000	0	0	2 000	0	0	4 000
		accordé	0			0	0		0
FACE GARD	Mobilisation des entreprises pour l'emploi	demandé	1 000	0	0	1 500	500	500	3 500
		accordé				1 500	0		1 500
CCI CMA	Pass réussite de l'idée au projet	demandé	0	0	0	3 315	4 420	1 105	8 840
		accordé	0			3 000	9 300		12 300
CCI CMA	Vocation métiers	demandé	0	0	0	4 928	4 928	5 321	15 177
		accordé	0			4 900	4 900		9 800
CCI CMA	Cartographier, pérenniser et accroître le taux de cession des entreprises en QPV	demandé	1 600	0	0			6 400	8 000
		accordé	0			0	0		0
PEPS	Ensemble ouvrons le chemin des possibles vers l'employabilité	demandé	13 993			4 000	15 600	450	34 043
		accordé	0			0	0		0
Centre des monuments nationaux	Les portes du temps s'approprier le fort st andré par l'art et le jeu	demandé	2 500	0	0	0	2 500	15 000	20 000
		accordé	0			1 000	2 000		3 000

CEZAME Groupe d'entraide mutuelle	Santé mentale : Cèzame pour lutter contre la discrimination	demandé	1 000	0	0	1 500	500	1 400	4 400
		accordé	0	650	0	0	0		650
Maison des alternatives solidaires	Epicerie solidaire	demandé	20 000	4 000		3 000	16 325	38 775	82 100
		accordé	20 000	3 000		0	6 500		29 500
Maison des alternatives solidaires	Table solidaire et ses ateliers	demandé	15 000	3 500		2 500	6 825	34 360	62 185
		accordé	10 000	2 500		0	6 000		18 500
Sous total obtenu par financeur			72 900	8 150	0	40 900	37 000	0	158 950
financements / habitant			14 €	2 €	0 €	8 €	7 €	0 €	0 €

commune de Pont-Saint-Esprit quartier centre ville 1510 habitants

MOUS Ville PSE	MOUS	demandé	0	0	21 471	12 000	10 000	5 610	49 081
		accordé			33 081	11 000	5 000		49 081
Festivales rhodaniennes	Projets d'ateliers de création et d'animations	demandé	0	0	1 000	3 200	1 000	0	5 200
		accordé			1 000	2 000	1 000		4 000
Les petits débrouillards	Science tour patrimoine et numérique à Pont-Saint-Esprit	demandé	0	0	1 500	1 500	1 500	1 697	6 197

		accordé			1 500	1 500	1 000		4 000
Le logis du soleil	Sortie citoyenne aux baux de provence	demandé	0	0	435	1 500	435	500	2 870
		accordé			435	1 500	0		1 935
Ecole des Parents et des Educateurs EPE	Animation groupes de parents dans les écoles / formation personne ressource	demandé	0	0	1 500	1 100	500	500	3 600
		accordé			1 000	1 000	500		2 500
APE Jules Ferry	Diététique, voyage découverte autour des vendanges et parentalité.	demandé	0	0	500	1 235	500	150	2 385
		accordé			500	1 000	500		2 000
Foyer socio éducatif du collège Georges Ville	Stage de remise à niveau et d'accès aux savoirs de base	demandé	0	0	1 450	2 000	2 000	1 950	7 400
		accordé			0	0	0		0
CCAS de Pont-Saint-Esprit	Bourse au Permis citoyen	demandé	0	0	1 740	1 000	1 000	0	3 740
		accordé			1 740	1 000	1 000		3 740
Conseil Citoyen du Centre Ancien de Pont-Saint-Esprit	Rencontres festives	demandé	0	0	3 200	4 200	3 200	600	11 200
		accordé			1 500	4 200	1 000		6 700
Conseil Citoyen du Centre Ancien de Pont-Saint-Esprit	Jardins partagés	demandé	0	0	4 100	5 500	5 800	0	15 400
		accordé			2 025	5 500	5 000		12 525

Conseil Citoyen du Centre Ancien de Pont-Saint-Esprit	Spiripontaminé journal et site internet	demandé	0	0	1 200	3 500	3 000	0	7 700
		accordé	0		1 200	3 500	3 000		7 700
Conseil Citoyen du Centre Ancien de Pont-Saint-Esprit	L'atelier des clics	demandé	0	0	3 000	7 000	4 000	0	14 000
		accordé	0		reporté en 2017	reporté en 2017	reporté en 2017	reporté en 2017	0
Conseil Citoyen du Centre Ancien de Pont-Saint-Esprit	Salon de l'habitat au Prieuré Saint-Pierre	demandé	0	0	500	1 200	500	3 800	6 000
		accordé			0	0	0		0
Conseil Citoyen du Centre Ancien de Pont-Saint-Esprit	Local d'accueil enfants Parents (LAEP) au p'tit pont	demandé	0	0	4 500	1 500	2 000	8 000	16 000
		accordé			1 000	1 500	1 500		4 000
Conseil Citoyen du Centre Ancien de Pont-Saint-Esprit	Ensemble pour une Maison Connective Citoyenne - E=MC2 Mutualisation des services citoyens de proximité	demandé	0	0	6 000	6 000	2 100	46 800	60 900
		accordé			reporté en 2017	reporté en 2017	reporté en 2017	reporté en 2017	0
Mairie de Pont-Saint-Esprit	Sport et prévention de la santé	demandé	0	0	900	1 200	1 000		3 100
		accordé			900	1 000	1 000		2 900
Sous total obtenu par financeur			0	0	45 881	34 700	20 500	0	101 081
financements / habitant			0 €	0 €	30 €	23 €	14 €	0 €	67 €

commune de Bagnols-sur-Cèze quartier des Escanoux-Coronelle-Citadelle-Vigan Braquet 3 800 habitants

Mous ville de Bagnols-sur-Cèze	MOUS	demandé	0	15 803	0	15 803	15 803	0	47 409
		accordé		31 409		11 000	5 000		47 409
APE	Soutien à la parentalité	demandé	0	500	0	500	0	1 400	2 400
		accordé		500		0	0	0	500
Les écureuils	Journal du collège Le Bosquet REPLIQUE	demandé	0	1 200	0	600	1 200	0	3 000
		accordé		1 000		0	800		1 800
Collège le Bosquet	Developper la pratique et la mixité dans le cadre de la pratique des activités physiques et sportives de l'association spotive	demandé	0	250			300		550
		accordé		0			300		300
Collège le Bosquet	Arbitrage : éducation à la vie sociale	demandé	0	250			300		550
		accordé		0			300		300
Les Productions du Divan	Ateliers cuisine saveurs et souvenirs	demandé	0	2 000	0	3 000	1 500		6 500
		accordé		0		0	0		0
HBGR (Handball Bagnols Gard Rhodanien)	Developpement de la pratique du Handball au Collège Le Bosquet	demandé	0	681	0	1 250	1 250	0	3 181
		accordé		0		0	1 000		1 000

Football club Bagnols-Pont	Foot pour tous tournois inter quartier	demandé	1 000	1 000	0	7 200	1 000	8 500	18 700
		accordé	0	800	0	3 000	800		4 600
Football club Bagnols-Pont	Création d'une section futsal à destination des publics QPV	demandé	0	1 000	0	2 000	0	3 250	6 250
		accordé	0	0	0	0	0		0
Football club Bagnols-Pont	Délivrance de pass pour accéder aux matchs	demandé	0	1 000	0	1 000	1 000	1 000	4 000
		accordé	0	0	0	1 000	0		1 000
Les petits Débrouillards	Sciences citoyennes	demandé	0	1 500		3 000	3 000		7 500
		accordé		1 500		3 000	2 000		6 500
Peuples Solidaires	Promotion de la diversité culturelle et éducation à la citoyenneté internationale	demandé	0	1 690		1 690	1 690		5 070
		accordé		0		0	1 000		1 000
Bagnols Judo	Intégration	demandé	0	500	0	1 000		2 920	4 420
		accordé		0		1 500			1 500
OSB	Integration des jeunes des quartiers QPV dans le sport	demandé	0	1 000	0	1 000	1 000	1 000	4 000
		accordé		1 000		1 000	1 000		3 000
ARECOS	"UN MONDE MEILLEUR" Projet de chorales inter-etablissements de B/C (collèges le Bosquet et le	demandé	1 100	1 400	0		800		3 300

	Ventadour)	accordé	0	0			0		0
Mairie de Bagnols-sur-Cèze	Animations Piscine Municipale durant la période estivale 2016.	demandé	0	3 000		2 000	2 000		7 000
		accordé		3 000		2 000	1 000		6 000
Boxe et culture	Des filles boxent	demandé	0	2 500	0	2 000	900	4 000	9 400
		accordé		0		2 000	0		
Mairie de Bagnols-sur-Cèze	Animation Jardins en Cèze (JEC) 2016	demandé	0	5 475	0	5 475	5 475	0	16 425
		accordé		5 475		3 000	2 000		10 475
MOSAIQUE	MULTIMEDIA	demandé	0	1 500	0	3 500	2 000	19 385	26 385
		accordé		800		2 500	0		3 300
MOSAIQUE	Femmes langues et cultures	demandé	0	1 000	0	1 000	1 000	5 830	8 830
		accordé		800		1 000	700		2 500
MOSAIQUE	Santé Familles	demandé	0	1 500	0	1 000	1 000	5 340	8 840
		accordé		800		1 000	800		2 600
MOSAIQUE	La Maison des Parents	demandé		6 000		18 823	8 500	42 850	76 173
		accordé	0	6 000		18 823	7 500		32 323

MOSAIQUE	Espace lecture	demandé	0	1 000		1 000	1 000	6 480	9 480
		accordé		800		1 000	0		1 800
MOSAIQUE	Participation à la vie des quartiers	demandé	0	3 000	0	3 000	8 000	21 400	35 400
		accordé		800		2 000	5 800		8 600
MOSAIQUE	Théâtre Forum	demandé	0	1 500	0	1 500	1 500	3 300	7 800
		accordé		800		1 500	0		2 300
MOSAIQUE	Arts plastiques	demandé	0	2 500	0	2 000	2 500		7 000
		accordé		800		2 000	0		2 800
MOSAIQUE	Prevention vacances	demandé	0	1 500	0	2 500	3 000		7 000
		accordé		800		2 000	2 200		5 000
MOSAIQUE	Regarde l'environnement	demandé	0	3 000	0	2 500	3 000		8 500
		accordé		800		2 000	2 200		5 000
MOSAIQUE	Regards croisés sur les Arts	demandé	0	2 500	0	3 000	3 000		8 500
		accordé		800		2 000	1 500		4 300
MOSAIQUE	Conseil citoyen	demandé	0	2 500	0	7 000	1 000		10 500

		accordé		2 500		3 000	1 000		6 500
CODES	Collectif Bagnolais de prévention du mal-être et du suicide des jeunes	demandé	0	1 695	0	1 695	3 000	1 500	7 890
		accordé		0		0	1 500		1 500
Mairie de Bagnols-sur-Cèze	Education à la Santé : volet nutrition - opération "petits déjeuners en écoles maternelles	demandé	0	1 775	0	1 000	700	0	3 475
		accordé		1 775		1 000	700		3 475
Sport olympique Bagnols-Marcoule natation	Réduction des inégalités d'accès à la natation								
						1 500			
Caisse des écoles Bagnols-sur-Cèze	Programme de Réussite Educative PRE	demandé	0	38 000		70 000			108 000
		accordé		38 000		70 000			108 000
Sous total obtenu par financeur			0	109 109	0	138 823	39 100	0	275 382
financements / habitant			0 €	29 €	0 €	37 €	10 €	0 €	72 €

DEMANDE FIPD

Prévention et Action contre la Radicalisation des Individus	Réalisation d'un clip pour la prévention de la radicalisation.	demandé		1 825		2 000	0		3 825
		accordé		0		0	0		0

FMTV conseil	formation prise de poste médiateurs	demandé							0
		accordé		2 762		1 500			4 262
RIPOSTE	Accompagnement de jeunes objet d'une sanction disciplinaire	demandé							0
		accordé		8 000		7 000			15 000
Passe Muraille	Chantiers éducatifs	demandé							0
		accordé		19 000		11 000			30 000
Collège le Bosquet	Ateliers de prévention	demandé							0
		accordé				1 500			1 500
AGAVIP	Intervenant social en commissariat	demandé							0
		accordé		9 000		6 000			15 000
RIPOSTE	Accompagnement des femmes victimes de violences conjugales et des auteurs.	demandé	2 600	2 600	2 600	0	0	7 500	15 300
		accordé	2 500				0		2 500
APPEL A PROJETS JEUNES									
BARADO PSE	Ciné plein air et séjour	demandé			6365		2500	14000	22865
		accordé				1000			1000

DEMANDE VVV									
GARD RHODANIEN	Séjour "Sensations - Gestion des émotions"	demandé				7000		1500	8500
		accordé				4000			
CIEC									
Mairie de PSE	Tranchée 1914/1918 et les valeurs de la République action envers les scolaires et spectacle habitants	demandé			5000	5000			10000
		accordé			5000	5000			10000
Sous total demandé par financeur			112 427	131 184	71 501	302 627	216 564	348 803	1 183 106
Sous total obtenu par financeur			75 400	147 871	50 881	251 423	96 600	0	721 675
financements / habitant			14 €	39 €	34 €	47 €	18 €	0 €	136 €